

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté
française du 20 mai 2015 portant désignation des membres
de la Chambre de recours des enseignements officiels
subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-
culturelle**

A.Gt 16-04-2021

M.B. 30-04-2021

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, l'article 76 modifié par le décret du 10 avril 1995, complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2002 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les Chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 8 février 1999 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 8 novembre 2001 et 13 septembre 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2015 portant désignation des membres de la Chambre de recours des enseignements officiels subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-culturelle, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 janvier 2016, 1^{er} septembre 2016, 8 septembre 2017, 25 novembre 2017, 25 juillet 2018, 5 décembre 2018, 31 juillet 2019, 27 novembre 2019 et 23 janvier 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, en son article 78 ;

Considérant qu'il convient de remplacer les membres démissionnaires,

Arrête :

Article 1^{er}. - Dans l'article 1^{er}, premier tiret de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2015 portant désignation des membres de la Chambre de recours des enseignements officiels subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-culturelle, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 janvier 2016, 1^{er} septembre 2016, 8 septembre 2017, 25 novembre 2017, 25 juillet 2018, 5 décembre 2018, 31 juillet 2019, 27 novembre 2019 et 23 janvier 2020, les mots «Mr Philippe MALFAIT» sont remplacés par les mots «Mme Coralie DELHAYE».

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Chambres de recours déjà convoquées à cette date, conservent la composition qui était la leur au moment de la convocation.

Bruxelles, le 16 avril 2021.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Directeur général adjoint ff.,
J. MICHIELS